

Directeurs Juridiques



Journal du Management Juridique

NUMÉRIQUE

« Le bureau d'enregistrement de noms de domaine : nouvel acteur de la propriété industrielle »

→03

PROPRIÉTÉ

« En attendant l'unification avocats-conseils en propriété intellectuelle »

→05

ALCO

L'impact du crédit d'impôt recherche, par Frédéric Wagret, CPI

→15

SAISON

7ème salon juridique de l'internet et du numérique 25 novembre 2009 - Paris

→19

TRAVAIL

La veille juridique par Net - iris Agende des formations emploi

→27

RISE

Un an après la crise : quelles évolutions ?

→30

Le Journal du Management

juridique et réglementaire

Law in firm N° 18 - novembre 2009

→05

16

7^{ème} SALON JURIDIQUE DE L'INTERNET ET DU NUMÉRIQUE 25 NOVEMBRE 2009

Salon juridique de l'internet et du numérique

- EN ATTENDANT L'UNIFICATION AVOCATS CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE -

AVANT - PROPOS

MARJORIE RAFFECAS - WWW.LAWINFRANCE.COM

Et si une sortie de crise rapide était possible par davantage d'innovations ? C'est en tout état de cause ce qu'espèrent les spécialistes de la propriété intellectuelle, qui recouvrent encore deux professions bien distinctes: les avocats et les conseils en propriété industrielle (CPI). La fusion n'a donc toujours point eu lieu ! Ce rapprochement a fait couler beaucoup d'encre, mais semble connaître un léger repli, lié probablement au remaniement ministériel. Pourtant, il est urgent d'améliorer la compétitivité internationale des juristes français spécialisés en PI, les chiffres parlent d'eux-mêmes : un déposant américain ou japonais qui doit choisir un mandataire européen consultera en priorité un Britannique (70% des cas), voire un Allemand (30% des cas), alors qu'un mandataire français ne sera retenu que dans 6% des cas ! Il est plus que temps d'agir pour dynamiser l'attractivité de la France dans ce domaine. En revanche, les déposants français ne faiblissent pas : 2008 est restée une année florissante pour les brevets français, +1,6% de dépôts. Le crédit d'impôt recherche quant à lui donne un nouveau souffle à la R&D des PME. Restons donc optimistes. D'autant plus que le 7ème salon juridique de l'Internet et du numérique se déroulera le 25 novembre 2009 avec un programme @pproprié aux nouveaux enjeux du web : protéger la réputation de sa marque sur internet de façon stratégique, droits et obligations des entreprises versus réseaux sociaux, l'ouverture du marché du pari en ligne, l'évolution des responsabilités, la création de nouveaux TLD... Ne ratez pas l'occasion de faire un point sur votre cyber défense (inscription : www.salonsjuridique.com). La propriété intellectuelle, une issue stratégique pour créer une croissance durable ? Souhaitons-le et encourageons sa promotion ! Très bonne lecture !

Le Journal du Management - 01

Médiation: Logbeam - 11, rue de Seine - 92000 Boulogne - Tél. : 01 30 31 53 80 - Fax : 01 30 31 53 81 - e-mail: logbeam@free.fr

6000 exemplaires pour les Directeurs Juridiques d'entreprises, de syndicats et de collectivités. +20 000 lecteurs avec les lectures en ligne

1ère revue dédiée au management des services juridiques d'entreprises et de collectivités publiques.

Edité tous les 2 mois, Le Journal du Management Juridique développe à chaque numéro une interview d'un directeur Juridique, un dossier sur les acteurs du droit, une rubrique fournisseurs, une rubrique assurances, des enquêtes, une veille sur l'actualité juridique des contrats et un agenda des formations.



SURFACES FORFAITAIRES

Fonds perdus de 5mm	FORMAT U	L x H mm	PRIX H.T.	Quadri
PLEINE PAGE INTERIEURE		210 X 297		2.000
1/2 Page Hauteur		90 x 250		1.200
1/2 Page Bandeau		180 x 120		1.200

EMPLACEMENTS PREFERENTIELS

Fonds perdus de 5mm	FORMAT U	L x H mm	PRIX H.T.	Quadri
4ème de couverture		210 X 297		3.200
2ème de couverture		210 X 297		2.800
3ème de couverture		210 X 297		2.000

Encart jeté ou broché 900 euros HT pour 5000 exemplaires (- de 50 g).

Face à la complexité croissante des lois et des réglementations, face à la mondialisation des échanges, le juriste d'entreprise est devenu un personnage fondamental de la vie des entreprises. C'est lui qui va aider le chef d'entreprise à maîtriser les risques juridiques avant les prises de décisions et faire du droit un outil stratégique pour le développement de l'entreprise. Le juriste d'entreprise est à la fois un juriste généraliste de haut niveau et un cadre qui fait corps avec son entreprise dont il épousé les objectifs.

Juriste généraliste de haut niveau, le juriste d'entreprise maîtrise parfaitement le droit privé interne, notamment le droit des contrats, le droit des sociétés, le droit social et du travail et le droit fiscal. Il doit également posséder de sérieuses connaissances en droit de la concurrence, en droit de la consommation, en matière de propriété intellectuelle et en droit des

nouvelles technologies ainsi que, les médias nous en apportent la preuve tous les jours, en droit pénal des affaires. Ses domaines de compétences ne doivent cependant pas se limiter au droit privé interne. Dans la mesure où les entreprises passent de plus en plus souvent des contrats avec des établissements publics ou sollicitent des aides de l'Etat, une connaissance approfondie du droit administratif lui est aujourd'hui nécessaire. De même, le juriste d'entreprise doit acquérir une spécialisation dans la branche du droit concernée par le secteur d'activité de son entreprise.

Par exemple, s'il travaille dans un laboratoire, il devra nécessairement s'intéresser au droit de la santé, s'il fait partie d'une maison d'édition, privilégier le droit de la propriété littéraire et artistique, s'il a été recruté par une compagnie de navigation, le droit maritime et le droit des transports.

Cadre salarié d'une entreprise, le juriste d'entreprise a pour mission essentielle, de défendre les intérêts de son entreprise et de veiller au respect de la législation et de la réglementation au sein de celle-ci. Pendant longtemps, il a été essentiellement l'homme du contentieux, celui à qui l'on confiait un dossier souvent perdu d'avance ou à qui l'on demandait de prendre une initiative contre un partenaire défaillant (en recouvrement de créances par exemple).

Aujourd'hui, le juriste d'entreprise a cessé d'être un homme de dossiers. Son activité ne se borne plus à la gestion du contentieux, elle s'étend à l'assistance et au conseil en amont. Son travail s'en est trouvé très enrichi. Devenu véritable consultant de la direction et des cadres de l'entreprise, il doit être capable de faire saisir avant la prise de décisions les impératifs législatifs et réglementaires, de prévoir les conséquences à moyen ou long

terme des actions des entreprises et de mettre en forme celles-ci avec un souci de prévention (notamment dans la gestion des contrats d'assurances de l'entreprise). Dans l'entreprise moderne, le juriste est là à la fois pour donner l'information juridique et rechercher l'adéquation de l'objectif qui est poursuivi par l'entreprise avec la règle de droit qui s'impose à cette dernière. A ce titre, il joue souvent le rôle de pédagogue, notamment à l'égard des responsables de service qui n'ont pas de formation juridique.

Une bonne connaissance des rouages de l'entreprise, des problèmes de gestion et des problèmes financiers rencontrés par celle-ci ne peut que mieux lui permettre de faire passer son message.

80% des Directeurs Juridiques ont leur propre budget concernant les achats de logiciels, bureautique, conseils externes, ...

Le rôle du juriste d'entreprise peut évidemment varier selon la taille de l'entreprise. Dans les grandes entreprises, il se retrouve le plus souvent

au sein d'un service juridique organisé et peut être amené à se spécialiser, au moins ponctuellement, dans certains domaines juridiques. Dans les entreprises de plus petite taille, il travaille généralement seul avec parfois une secrétaire ou un collaborateur. Son rôle ne sera évidemment pas le même, mais dans tous les cas on peut observer que le juriste ou le responsable du service juridique apparaît de plus en plus comme un membre de la direction d'entreprise.

Le nombre de juristes en entreprises varie selon les sources de 5.000 (Source AFJE) à 15.000 (Source www.village-justice.com) voire 35.000 selon certains recruteurs spécialisés. Vous l'avez compris, le juriste d'entreprise est votre prescripteur auprès des mandataires sociaux d'entreprises.

« Enrichissez vos plans médias avec cette cible transversale et exclusive du pouvoir dans l'entreprise pour 2000 euros HT seulement » (prix pour une page quadri format A4).

WWW.LAWINFRANCE.COM

Cabinets d'avocats, d'audit, d'experts comptables Référez-vous sur le premier annuaire des professionnels du droit en France. Selon une enquête auprès de 250 directeurs juridiques, 25% des juristes trouvent leur avocat grâce à un annuaire.

Cet annuaire en ligne fait partie intégrante du Village de la Justice et est visité par plus de 480 000 personnes par an.

Vous y trouverez des appels d'offres de prestations juridiques des collectivités, des informations sur les cabinets d'avocats (nominations, deals...).

Nous vous proposons pour 500 euros HT d'avoir une présentation détaillée du cabinet avec ses membres, ses spécialités, etc...

Cette présentation payante permet, bien entendu, d'être mis en avant sur

le site à chaque recherche des internautes sur leurs spécialités mais surtout ils seront systématiquement cités à chaque fois que le Journal du Management fais un dossier sur les acteurs du droit.

Ces dossiers sont lus plus de 15.000 fois en moyenne dans la version papier et sur le site internet.

LES THÈMES TRAITÉS :

Janvier : Droit bancaire, fiscal, financier

Mars : Droit social

Mai : Urbanisme, construction, immobilier, environnement, public

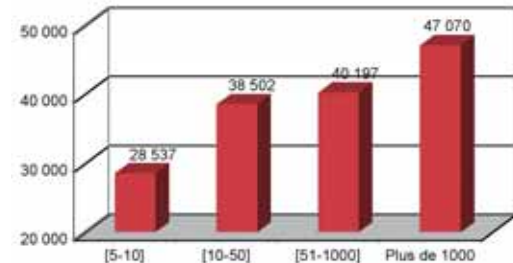
Juillet : Droit des affaires, des sociétés, commercial (concurrence et distribution)

Octobre : Propriété intellectuelle, informatique, Innovation, NTIC

La fourchette de rémunération annuelle brute pour le juriste d'entreprise se situe entre 33 495 et 72 258 euros.

Enquête 2009 Village de la Justice - Legiteam
REVENUS MOYENS PAR TAILLE D'ENTREPRISE :

Revenus moyens des salariés par taille d'entreprises, en euros : La première catégorie d'entreprises (moins de 10 personnes) correspond le plus souvent à des syndicats, associations, fédérations, etc, et des contrats à temps partiel parfois, d'où l'importance de l'écart.



TRIBUNE DE L'INFORMATIQUE JURIDIQUE



Depuis 10 ans la Tribune de l'Informatique Juridique présente chaque année l'ensemble des logiciels pour avocats, notaires, huissiers et juristes d'entreprises ainsi que toutes les solutions informatiques et bureautiques dédiées à leur activité (GEIDE, scanners, dictée vocale, sécurité, consommables...)

Tirage : 20 000 exemplaires avocats, notaires, huissiers, juristes d'entreprises. Éléments techniques à nous fournir : Fichiers PDF, JPEG, TIFF (300 DPI). Format : 21 x 29,7 cm

TARIFS HT, TRIBUNE DE L'INFORMATIQUE JURIDIQUE

Fonds perdus de 5mm	L x H mm	Tarifs
PLEINE PAGE Quadri	210 x 297	1.500
Double page Rédactionnel/Pub	420 x 297	2.200
1/2 PAGE Hauteur Quadri	90 x 250	920
2ème de couverture Quadri	210 x 297	2.500
3ème de couverture Quadri	210 x 297	2.200
4ème de couverture Quadri	210 x 297	2.800
"Fiche Technique"	logo + 300 caractères	200

LOCATION DE FICHIERS

Legiteam propose à la location des "fichiers mails de juristes d'entreprise" pour des campagnes emailing.

Ce fichier compte 10 140 mails de juristes d'entreprise (janvier 2009).

Le budget est de 0,35 euros HT/contact.



17, rue de Seine - 92100 BOULOGNE
Tél. : 01 70 71 53 80 - Fax : 01 46 09 13 85
www.legiteam.fr

Contact : Pierre Markhoff
Mail : legiteam@free.fr